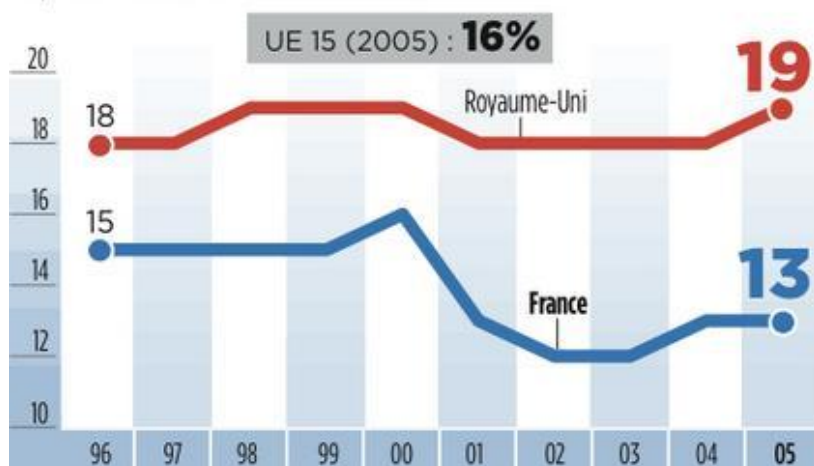




Gauche. Dix ans de différences

La pauvreté baisse, pas les inégalités

Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux en %



wag

Par Sabine LIMAT, Sonya FAURE
QUOTIDIEN : vendredi 11 mai 2007

Royaume-Uni : des revenus en hausse

Tony Blair candidat avait fait de la lutte contre la pauvreté l'une de ses priorités. Dix ans plus tard, il a en partie gagné son pari : le nombre de chômeurs a baissé et le pays s'est globalement enrichi. Surtout, le nombre d'enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté (un sur trois sous Thatcher) a considérablement diminué, notamment grâce à une augmentation de 53 % des bénéficiaires sociaux alloués aux familles pauvres. Grâce aux allocations familiales, le nombre de mères célibataires qui travaillent est passé de 45 % à 56,50 % en dix ans. Mais, en 2006, pour la première fois en dix ans, la pauvreté a augmenté : la Grande-Bretagne compte 12,7 millions de pauvres, dont 3,8 millions d'enfants, selon l'Institut d'études fiscales.

Malgré l'augmentation globale des salaires, la disparité entre les très riches et les autres ne fait que s'accroître. Selon la «Rich List» du *Sunday Times*, la fortune combinée des milles individus les plus riches de Grande-Bretagne s'élève cette année à 360 milliards de livres, contre 99 milliards en 1997. Une augmentation de 263 % en dix ans. Le reste du pays, en particulier les fonctionnaires et les petits et moyens salaires, peine. Certes, leurs revenus augmentent, mais le boom des prix de l'immobilier, particulièrement à Londres, exclut un nombre croissant d'individus, incapables de devenir propriétaires. La dette individuelle a par ailleurs explosé, pour atteindre un trillion de livres (1,5 trillion d'euros), ce qui équivaut à un endettement égal à 160 % du revenu par foyer.

France : fracture sociale et précarité

Officiellement, la pauvreté a reculé en France entre 1996 et 2004. La proportion de personnes vivant avec moins de 788 euros par mois (60 % du niveau de vie médian du pays) est passée de 13,5 %, en 1996, à 11,7 % en 2004, selon l'Insee (1). Ce qui représente 6,9 millions d'individus. Selon l'Observatoire des inégalités, c'est même 1,3 million d'actifs (les *working poors* à la française) qui disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté (645 euros par mois), notamment à cause de la multiplication des contrats à temps partiel. De plus, les statistiques de l'Insee ne prennent pas en compte les revenus du patrimoine, qui, contrairement aux salaires, ont explosé depuis les années 90. Un indicateur alternatif créé en 2001 par le Réseau d'alerte sur les inégalités, le Bip 40, estime que les disparités ont atteint, en 2005, un niveau record depuis vingt-cinq ans, qu'il s'agisse de l'aggravation des inégalités entre ouvriers et cadres face au chômage, de la multiplication des maladies professionnelles ou des 10,2 % de la population dépendant des minima sociaux. Au-delà des inégalités de revenus, un ouvrier a une espérance de vie de sept ans inférieure à celle du cadre supérieur. Un fils d'Algériens a deux fois plus de risque d'être au chômage qu'un homme dont les parents sont français (Observatoire des inégalités). Ce qui explique que des enfants d'immigrés partent tenter leur chance à... Londres.

(1) Rapport sur les revenus et le patrimoine des ménages, publié en novembre 2006.

<http://www.liberation.fr/actualite/politiques/253140.FR.php>

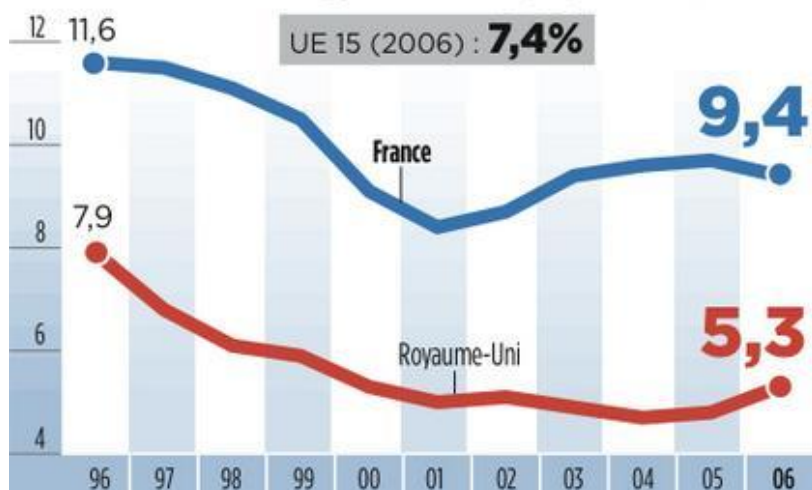
© Libération



Gauche. Dix ans de différences

La relance de l'emploi

Taux de chômage en % de la population active



wag

Par Sabine LIMAT, Sonya FAURE
QUOTIDIEN : vendredi 11 mai 2007

Royaume-Uni : la création d'un Smic

En dix ans, 2,5 millions d'emplois nouveaux ont été créés, dont 700 000 dans le secteur public. En avril, le nombre d'individus détenant un emploi a atteint 28,98 millions, soit 147 000 travailleurs de plus que l'année précédente. Le taux de chômage plafonne à 5,5 % de la population active, avec 1,69 million de personnes à la recherche d'un emploi, contre deux millions en 1997.

Depuis mai 2004, quelque 600 000 personnes issues des nouveaux pays de l'Union européenne Polonais, en particulier ont rejoint le marché de l'emploi britannique, où ils ont été en grande partie absorbés, contribuant selon une étude de l'Institut national de recherches économiques et sociales britannique à augmenter la productivité de 1 %, même si celle-ci demeure inférieure au taux français (le travailleur moyen britannique produisant 9 % de moins que son confrère français).

Le blairisme, censé combiner justice sociale et efficacité économique, est symbolisé sur le marché du travail par la création d'un salaire minimum, introduit en avril 1999, et fixé à l'origine à 3,60 livres sterling de l'heure (5,3 euros) pour les plus de 22 ans et à 3 livres (4,40 euros) pour les 18-22 ans. Il a depuis été augmenté pour atteindre respectivement 5,35 (7,34 euros) et 4,45 livres l'heure (6,53 euros).

France : un marché atrophié

Le gouvernement français aimerait pouvoir s'enorgueillir d'une réussite à la Blair sur le front du chômage. Les chiffres officiels sont déjà flatteurs. En mars encore, le taux de chômage a baissé de 1,4 % pour s'établir à 8,3 % de la population active, son plus bas niveau depuis vingt-cinq ans. Des chiffres qu'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne chargé d'établir des comparaisons entre les pays membres, a déjà corrigés à la hausse, en le portant à 8,7 % pour le mois de mars.

Après des années de vaches maigres et 117 000 créations d'emplois en 2005, la France en aura créée 192 000 l'an dernier (1). Pour Jean-Louis Borloo, ces bons résultats sont largement dus à sa politique de développement des services à la personne. Mais aussi à un suivi plus serré des demandeurs d'emploi flicage, dirait ses opposants « à l'anglaise ». Ou encore au Contrat nouvelles embauches, censé faciliter les licenciements et « assouplir » les contrats de travail.

Mais c'est oublier que le gouvernement a multiplié les contrats aidés, et que le ralentissement de la croissance de la population active lui donne un sérieux coup de pouce. Les jeunes arrivent de moins en moins nombreux sur le marché du travail, les seniors, eux, partent en masse. Année après année, la France a besoin de créer de moins en moins de postes pour absorber les nouveaux travailleurs et pour faire fortement diminuer son taux de chômage. Malgré l'érosion du non-emploi, des «poches» de chômage persistent dans des secteurs économiques ou dans certaines régions. Le chômage est ainsi deux fois plus important dans les zones urbaines sensibles que dans le reste du territoire.

(1) Créations nettes d'emplois salariés dans le secteur concurrentiel.

<http://www.liberation.fr/actualite/politiques/253138.FR.php>

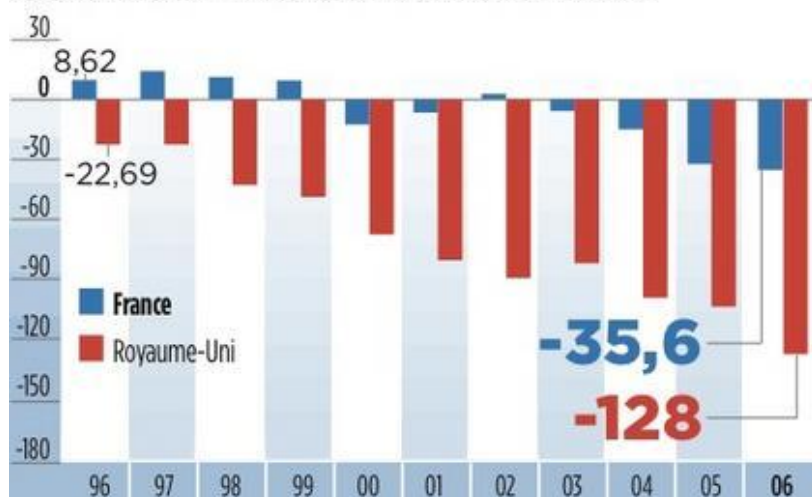
© Libération



Gauche. Dix ans de différences

Excédés par la balance commerciale

Solde commercial en milliards d'euros



wag

Par Sabine LIMAT, Vittorio DE FILIPPIS
 QUOTIDIEN : vendredi 11 mai 2007

Royaume-Uni : la livre handicape les exportations

Le déficit commercial s'est élevé à 56 milliards de livres (84 milliards d'euros) en 2006, la plus mauvaise performance en la matière depuis 1974. Si la Grande-Bretagne continue d'exporter avec un relatif succès ses produits à haute valeur ajoutée, dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, des télécommunications et de l'aérospatial, où elle est traditionnellement forte, sa performance globale reste peu convaincante. Le pays enregistre ainsi une balance commerciale déficitaire avec l'ensemble de ses partenaires du G8, à l'exception des Etats-Unis, le niveau très élevé de la livre sterling ralentissant de façon notable ses exportations.

France : des faiblesses structurelles

Fin 2006, la compétitivité se lit dans les résultats du commerce extérieur : 35,6 milliards d'euros. Depuis 2000, notre balance commerciale a été excédentaire qu'une seule fois. Bien sûr, la facture énergétique a joué. Mais le prix du pétrole n'explique qu'une infime partie de ce médiocre score. D'autres avancent un taux de change trop élevé par rapport au dollar. Mais les Allemands affichent des excédents commerciaux impressionnants. Pour nombre d'économistes, les faiblesses structurelles de la France se traduisent par une gamme de produits trop courte, un secteur automobile en panne ou des PME trop petites pour innover et exporter.

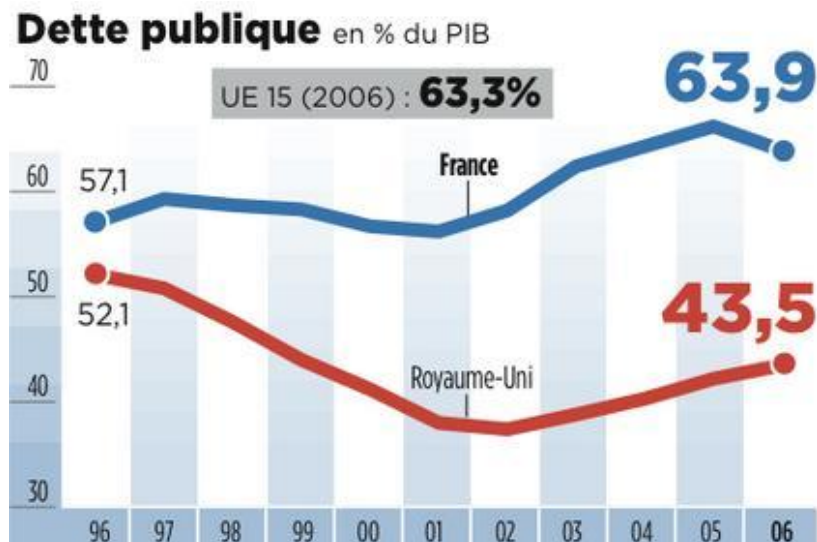
<http://www.liberation.fr/actualite/politiques/253134.FR.php>

© Libération



Gauche. Dix ans de différences

Assainir sa dette avant d'ouvrir les cordons de la bourse



wag

Par Sabine LIMAT, Vittorio DE FILIPPIS
QUOTIDIEN : vendredi 11 mai 2007

Royaume-Uni : un Etat dépensier

Selon l'Office national des statistiques, le niveau d'endettement public britannique en 2006-07 s'est élevé à 571,8 milliards de livres (857 milliards d'euros), soit 43 % du PIB. Le déficit budgétaire (2,7 % du PNB) a principalement bénéficié au secteur public, ainsi sauvé des années conservatrices de sous-investissement chronique qui menaçait de le faire disparaître. Depuis 2000 en particulier, l'éducation, les transports et la santé publique ont reçu une manne d'investissements sans précédent, tranchant sur les coupes budgétaires drastiques des années tories.

Le NHS (National Health System, le service de santé publique), quasi moribond sous les conservateurs, a été le principal bénéficiaire des dépenses publiques : les dépenses étant passées de 34 milliards de livres (51 milliards d'euros) en 1997 à 94 milliards de livres (141 milliards d'euros) cette année. La qualité du service de santé publique a fini par s'améliorer, grâce à la création de 20 000 postes de médecins et de 70 000 emplois d'infirmiers, ainsi que l'ouverture de 118 nouveaux hôpitaux.

L'augmentation des impôts, passés de 34,8 % à 37,3 % du PNB depuis 1997, a en partie financé ces dépenses, de même que les initiatives de partenariat avec les entreprises privées, qui ont pris à leur charge la construction de nombreux hôpitaux et écoles, ce qui a permis de limiter le déficit budgétaire. Reste que les dépenses publiques représentent désormais l'équivalent de 43,5 % de son PNB, soit 3 % de plus qu'en 1997.

France : recours aux privatisations

La dette a diminué pour la première fois depuis 2001 pour tomber à 63,9 % du PIB en 2006, alors qu'elle avait atteint le niveau record de 66,2 % en 2005. «*Résultat historique*», s'était enthousiasmé le ministre de l'économie Thierry Breton, début avril. Mais le résultat doit beaucoup à des phénomènes exceptionnels comme, par exemple, la cession au privé des autoroutes qui a fait tomber dans les caisses de l'Etat près de 17 milliards d'euros. Autant de «coups» qu'il sera difficile de rééditer.

«*Mais*, prévient Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, *il ne faut pas considérer le niveau de ce déficit public comme une maladie.*» Selon lui, tant que la France ne connaîtra pas de graves déséquilibres, macro-économiques notamment, l'Etat français n'aura pas de difficultés à placer sa dette sur les marchés internationaux. Pour preuve, le Trésor public ne paie «*que*» 4 % d'intérêt sur les obligations d'Etat. Dans le camp adverse, on fait valoir que l'assainissement des finances publiques est incontournable. Vieillesse de la population oblige, il faudra que la France, pour financer une nouvelle

pyramide des âges, économise l'équivalent, d'ici 2050, du total des actuels budgets des ministres de la Défense, de la Recherche et de la Solidarité.

<http://www.liberation.fr/actualite/politiques/253135.FR.php>

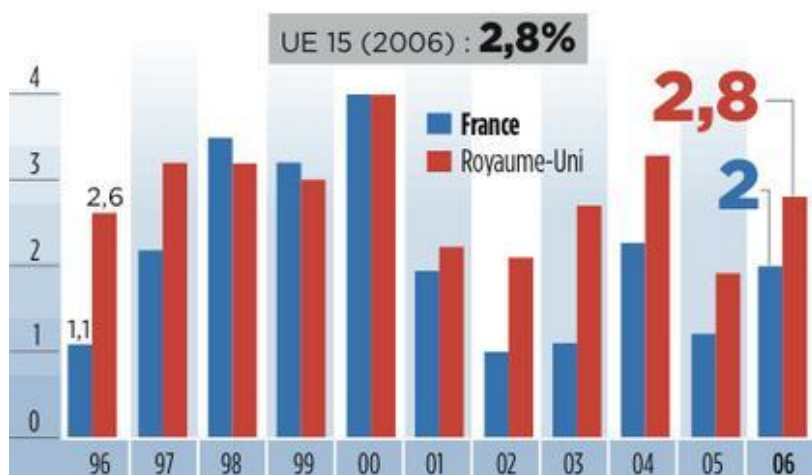
© Libération



Gauche. Dix ans de différences

L'austérité pour une bonne croissance

Croissance du PIB en %



wag

Par Sabine LIMAT, Vittorio DE FILIPPIS
QUOTIDIEN : vendredi 11 mai 2007

Royaume-Uni : une performance record

Avec un taux moyen de 2,8 % depuis 1997, la Grande-Bretagne de Blair a bénéficié d'une croissance ininterrompue qui a permis au Parti travailliste de briser la réputation d'incompétence économique qui avait été la sienne jusque-là. Même si l'on prend en compte les ralentissements économiques de 2002 et 2005, jamais, en cent ans, la Grande-Bretagne n'avait ainsi connu telle croissance. Le PNB britannique s'élève ainsi à 1,118 trillion de livres (1,677 trillion d'euros), ce qui en fait la cinquième économie du monde.

Ce bilan positif, le pays le doit en grande partie à l'austère et très efficace chancelier de l'Echiquier Gordon Brown, mais aussi à l'héritage thatcherien. En brisant les syndicats et en libéralisant le marché du travail, la Dame de Fer avait fait place nette pour attirer massivement les investissements étrangers, qui sont passés de 153 milliards de livres (229 milliards d'euros) en 1997 à 483 milliards de livres (724 milliards d'euros) en 2006. En décembre, Gordon Brown a annoncé que la croissance se poursuivrait, atteignant cette année un taux de 3 %. Mais beaucoup prévoient un ralentissement. La croissance a été favorisée en grande partie par les dépenses publiques dans l'éducation, la santé et les transports, qui ont doublé depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir, et par le boom immobilier : deux facteurs qui ne peuvent perdurer indéfiniment.

France : un taux insuffisant pour créer des emplois

Fin 2006 s'est terminé au rythme de 2 % de croissance économique en France. C'est peu comparé à celui de la Grande-Bretagne, qui flirte avec la barre des 3 %. Mais c'est mieux que le modeste 1,2 % enregistré en 2005. «Une croissance douce», comme le souligne l'Insee, qu'illustre parfaitement la stagnation de l'indice des affaires «qui évolue sur un plateau depuis 2004». Les résultats de la France, sixième économie mondiale, apparaissent bien ternes, d'autant plus qu'elle se place au dixième rang des douze pays de la zone euro, à égalité avec l'Italie. L'économie française a une nouvelle fois, l'an dernier, été tirée par sa demande intérieure, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Mais voilà, depuis les records de croissance des années 1997 à 2000, la consommation profite de plus en plus aux produits importés, limitant une spirale vertueuse pour l'activité intérieure. Dans ce grand jeu de la mondialisation, ce sont surtout les grandes entreprises qui tirent leur épingle du jeu. Sans pour autant produire «un effet de déversement sur le reste de l'économie», notent la plupart des économistes. Autrement dit, les bénéfices d'une ouverture économique ne se transforment pas en créations d'emplois suffisamment importantes sur le territoire national.